

2012 : ce que ferait un(e) président(e) socialiste

LA ROCHELLE Retrait des troupes d'Afghanistan, fin de la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux, concertation pour les retraites, etc. Fabius a détaillé les premières décisions à prendre

Depuis des mois, les sondages confirment l'impatience d'une majorité de Français d'en finir avec l'ère Sarkozy, et l'enthousiasme qui s'est emparé de l'université d'été du PS à La Rochelle, semble vouloir répondre à leurs espérances. Mais, à neuf mois de la présidentielle, rien n'est fait et le spectre de la primaire des 9 et 16 octobre prochains, piège mortel pour la gauche en 2007, tempère les ardeurs. Pas toutes cependant, et pas celles de Laurent Fabius qui n'a pas hésité, hier matin, à « faire Aubry pour phosphorer sur les premières réformes à mettre en place si la gauche est élue en 2012, l'ancien Premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale était effectivement taillé sur mesure pour s'atteler à la rédaction de cette fiction concrète, naturellement inspirée du projet socialiste.

Recruter des policiers et mieux former les enseignants

Élu le 6 mai 2012, le nouveau président (ou nouvelle présidente) de la République n'entrera en fonction que le 17 mai. Un gouvernement sera alors constitué, « en respectant les principes de parité et de diversité », précise Laurent Fabius qui annonce d'ores et déjà deux décisions notoires : la création d'un ministère des Droits de la femme et



Missionné par Martine Aubry pour phosphorer sur les premières réformes à mettre en place si la gauche est élue, l'ancien Premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale a soumis ses propositions.

(Photo Gérard Baldocchi)

la fin du rattachement du ministère de la Fonction publique au ministère du Budget, rattachement réduisant, selon lui, l'intérêt accordé aux fonctionnaires, à « une simple approche budgétaire ». Ce gouvernement aura « un travail considérable à fournir », confirme Laurent Fabius, « mais il sera dans l'incapacité de faire voter des lois, du moins pas avant les élections législatives prévues les 10 et 17 juin

2012 », constate-t-il. En déroulant le calendrier des réformes programmées, l'ancien Premier ministre confirme « la suspension de la mesure de suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite » et annonce « l'augmentation du nombre de poste mis au concours dans le domaine de la sécurité ». L'éducation bénéficiera également d'une réforme « prioritaire » concernant la formation

des jeunes enseignants. « C'est une honte absolue, un scandale, de voir des professeurs arriver devant les élèves sans formation », s'insurge Laurent Fabius.

Les socialistes ont également prévu de revisiter la décentralisation et « d'abroger le conseiller territorial », tout comme « les lois scélérates en matière de sécurité et de justice ». Parmi les décisions économiques, sociales et financières, Laurent Fa-

bius annonce le projet de création d'une « banque publique d'investissement » destinée, entre autres, à soutenir les PME pour aider à la réindustrialisation du pays. La réouverture d'une concertation sur le dossier des retraites est également prévue, tout comme une révision constitutionnelle, soumise à référendum, qui portera sur la parité et les cumulés.

Retrait des troupes en Afghanistan

Le groupe de réflexion s'est également penché sur l'agenda international déjà très chargé du futur chef de l'État. Dès après son élection, le nouvel hôte de l'Élysée devra se rendre à Chicago pour un G8 et un sommet de l'OTAN « où le retrait des troupes françaises d'Afghanistan sera confirmé avec une date précise », révèle Laurent Fabius. Le 2 juin, direction le Brésil pour un sommet Rio + 20 et quelques jours plus tard, un sommet européen se réunira à Copenhague sur des questions agricoles et financières.

Toujours en juin, un sommet de la Francophonie est prévu à Kinshasa, où, prévient Laurent Fabius, « on dira des choses qui ne ressembleront pas au discours de Dakar ». Y'a plus qu'à...

**ANDRÉ FOURNON
À LA ROCHELLE
afournon@nicematin.fr**



Ils l'ont vraiment dit

d'une jeune Niçoise, Mélanie Russo, animatrice fédérale du Mouvement des jeunes socialistes - MJS) : « Les stages c'est pendant les études, après les études, c'est un salaire! »

« Il n'y a pas une seconde Terre que l'on pourra utiliser. Il faut une croissance verte. »
« Quand on est de gauche, on est là pour transformer. »
« Sarkozy veut nous faire croire que l'on ne peut pas faire autre chose que ce qu'il dit. »

« Ségolène Royal (au cours de la table ronde Société précaire, société indignée) :

« La droite a inventé les travailleurs pauvres : un salarié sur cinq gagne moins de 800 € par mois et, sur 19 millions de nouveaux contrats de travail signés en France en 2010, 12 millions étaient des contrats à durée déterminée de moins d'un mois. »

« La droite dit que la gauche dépense. Certes, l'éducation c'est une dépense, un coût, mais essayez donc le coût de l'ignorance! »



Deux rivaux souriants dans l'arène socialiste : François Hollande - favori des sondages - et Martine Aubry.

(Photos Stéphane Mahé/Reuters)

« En 2012, la première décision que je prendrai pour l'éducation, c'est de rétablir l'année de formation des enseignants. Dans les quartiers les plus défavorisés, je mettrai des adultes dans les classes, le maître titulaire et le maître en formation. »

« Je veux que les banlieues ne soient plus un problème mais une partie essentielle de la solution. »

« D'ailleurs, comment comprendre que l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique parcourt les banlieues françaises pour repérer les talents.

Mais c'est à nous de le faire. »
« Ce n'est pas la droite qui en a toujours fait son fond de commerce, ni l'extrême droite qui a toujours fait peur aux Français avec ce sujet, c'est nous socialistes, c'est nous la gauche qui allons remettre de l'ordre public, de la sécurité, des règles. »

« Dès 2012 je ferai l'encadrement militaire des délinquants. » (Applaudissements et sifflets)

« Je ne veux plus que la gauche perde sa crédibilité sur la question de la sécurité. »

« Les prisons françaises sont devenues les écoles du crime. On en ressort plus délinquant que quand on y est entré. »

« Gérard Collomb (maire de Lyon) : « Il faut qu'on passe d'une adhésion molle [à l'alternance de gauche] à une adhésion enthousiaste. »

« Jean-Vincent Placé (EE-LV, conseiller politique de Cécile Duflo) accueilli par une standing ovation initiée par Martine Aubry : « Cet accueil montre que depuis que Cécile Duflo est à la

tête d'EE-LV, nous avons toujours veillé à l'autonomie de notre parti pour exposer nos idées, à avoir une vision crédible de notre participation à la vie politique française et à entretenir des relations cordiales avec nos partenaires de gauche et en particulier le Parti socialiste... »

« Elisabeth Guigou (ancienne garde des Sceaux) au sujet de Martine Aubry : « Martine Aubry est la mieux à même de tenir le choc face à Sarkozy - parce que ça va être rude - et de gagner. Chaque fois qu'elle a entrepris quelque chose, elle l'a réussi. Et je veille à ce que rien de négatif ne soit dit sur ceux que je n'ai pas choisis. »

« Claude Bartolone (député de Seine-Saint-Denis) : « J'attendais une primaire de confirmation au moment où DSK pouvait être candidat. Maintenant, j'attends de la part des Français. J'espère qu'ils seront attentifs aux propos et à la manière d'être de chacun de nos candidats. »